



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

engagement du Gouvernement

Question au Gouvernement n° 1

Texte de la question

ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Damien Abad, pour le groupe Les Républicains.

M. Damien Abad. Monsieur le président, avant de poser ma question à M. le Premier ministre, je voudrais saluer l'entrée au Panthéon de Simone Veil, cette femme admirable qui incarne la grandeur morale, et dont le message de tolérance et d'humanisme doit guider notre engagement. *(Applaudissements sur tous les bancs.)*

Monsieur le Premier ministre, entre une opposition spectacle qui refuse de respecter les institutions de la République et une opposition sectaire qui préfère alimenter les peurs des Français, nous, Les Républicains, voulons incarner une opposition libre et responsable. Libre, car nous avons été élus sans avoir eu besoin de faire allégeance au Gouvernement. Responsable, car nous voterons les lois qui iront dans l'intérêt de la France et des territoires. C'est ce que les Français attendent de nous.

Mais nous serons aussi une opposition vigilante, et la première des vigilances sera de préserver le pouvoir d'achat des Français en stoppant le matraquage fiscal.

M. Claude Goasguen. Très bien !

M. Damien Abad. Or en augmentant la CSG dès 2018 et en repoussant aux calendes grecques les allègements de charges sociales et réductions d'impôts, monsieur le Premier ministre, vous prenez le risque immense de reproduire les erreurs du passé.

M. Pierre Cordier. Bravo !

M. Damien Abad. Je ne voudrais pas que vous soyez, dès aujourd'hui, le Premier ministre des décisions repoussées, et demain, le Premier ministre des renoncements coupables. Car, au final, ce seront les salariés, les retraités, les indépendants et les classes moyennes qui en subiront les conséquences.

Une opposition vigilante, c'est aussi une opposition qui veut rompre avec cette addiction française à la dépense publique. Mais comme un malade attend de son médecin qu'il le soigne, nous attendons de vous non seulement un diagnostic, mais des remèdes pour redresser notre pays. Enfin, une opposition vigilante, c'est une opposition qui assume ses convictions et ses valeurs, à commencer par la première d'entre elles : la valeur travail.

Aussi, monsieur le Premier ministre, pouvez-vous nous dire si, oui ou non, vous tiendrez votre engagement de revenir sur la défiscalisation des heures supplémentaires, mise en place par la droite ? Allez-vous, oui ou non, engager une transformation radicale de notre pays pour sortir du marasme économique dans lequel la

présidence Hollande nous a plongés ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. Claude Goasguen. Très bien !

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Edouard Philippe, Premier ministre. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, monsieur Abad, vous avez commencé votre propos en saluant la mémoire de Simone Veil, et la décision du Président de la République, qu'il a annoncée au terme de la cérémonie qui nous réunissait ce matin. Je veux moi aussi applaudir cette décision et dire qu'elle fait honneur à la République tout entière. Je ne sais pas si l'on peut parler d'unanimité, mais elle correspond à une envie partagée de placer cette personnalité éminente de notre histoire à l'endroit où la République honore ses plus chers enfants. (*Applaudissements sur tous les bancs.*)

À vous écouter, monsieur Abad, vous seriez la seule opposition responsable. (« *La meilleure !* » sur les bancs du groupe LR.) Je ne doute pas que vous pensiez être la meilleure des oppositions, mais il y en a d'autres !

M. Sébastien Jumel. Oui, nous !

M. Edouard Philippe, Premier ministre . Elles vous plaisent peut-être moins, mais elles existent. Personnellement, je les prends comme elles sont : avec leur style, avec leurs idées, avec leurs différentes façons de s'exprimer...

M. Christian Hutin. Leurs qualités !

M. Edouard Philippe, Premier ministre. ...leur enthousiasme, leur verve. Bref, je les prends telles qu'elles sont et je les respecte toutes. Je répondrai et je travaillerai avec toutes les oppositions. (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM.*)

Il ne vous aura pas échappé que dans mon propos d'hier, j'ai indiqué que l'objectif que j'assignais au Gouvernement – le respect de l'engagement des 3 % – serait atteint en 2017 sans augmenter les impôts, mais en diminuant les dépenses. Je m'y tiens, je le redis et le redirai demain si vous le souhaitez. C'est la seule façon responsable d'atteindre cet objectif qui a été pris non par moi ou par le gouvernement précédent, mais par la France, et qui malheureusement n'est pas tenu depuis longtemps.

M. André Chassaigne. Il a pourtant fait des dégâts !

M. Edouard Philippe, Premier ministre . Nous l'atteindrons cette année grâce à des mesures portant sur la dépense. À partir de septembre, nous discuterons du projet de loi de finances pour 2018 et du projet de loi de programmation des finances publiques pour la totalité du quinquennat. Notre objectif est de faire voter, dès cette année, toute une série de mesures en précisant le moment où elles entreront en vigueur, de façon à donner aux acteurs économiques de ce pays – ménages et entreprises – un élément indispensable : la visibilité, c'est-à-dire la capacité de prévoir quand telle mesure entrera en vigueur. Cette visibilité est indispensable, car elle permet de fonder les anticipations, de prendre des décisions et de planifier. En matière de fiscalité comme en matière de normes, c'est une des demandes les plus récurrentes de l'ensemble du monde économique, et nous nous attacherons à la satisfaire à partir de la fin de l'année. (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM.*)

Enfin, monsieur le député, vous avez dit craindre que je serais le Prési... pardon, le Premier ministre (*Exclamations, rires et applaudissements sur tous les bancs*)...

M. Jean-Paul Lecoq. Patience !

M. Xavier Breton. Pas trop vite !

M. Edouard Philippe, Premier ministre. ...le Premier ministre des engagements non respectés. Croyez-moi, l'ensemble du Gouvernement a parfaitement conscience de l'ampleur de la tâche, et personne ici ne songerait une seconde à faire preuve de forfanterie en pensant que les engagements que nous avons pris seraient faciles à remplir. Ils n'ont pas été pris à la légère. Au contraire, nous avons conscience qu'ils sont lourds et qu'ils seront difficiles à respecter. Pour y parvenir, nous travaillerons dans la durée, dans la cohérence, dans la collégialité et dans la discussion avec l'ensemble des acteurs.

M. Xavier Breton. Et les heures supplémentaires, qu'en faites-vous ?

M. Edouard Philippe, Premier ministre. Nous aurons l'occasion, monsieur le député, d'en débattre, et vous aurez, je l'espère, l'occasion de vous forger un avis éclairé sur l'attitude que nous souhaitons adopter et la cohérence dont nous voulons faire preuve. *(Applaudissements sur les bancs du groupe REM.)*

Données clés

Auteur : [M. Damien Abad](#)

Circonscription : Ain (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1

Rubrique : Gouvernement

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [6 juillet 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [6 juillet 2017](#)